

Arras, le 21 décembre 2023

Monsieur Xavier DEWALLE

*Directeur du département Patrimoine Bâti, Cadre
de Vie, Urbanisme, Commerce et Aménagement
de la Ville d'Arras*

DGST/VG/AD/AV/PF/EP/24-018

Objet : PC 062 041 23 00049

Projet : Réhabilitation d'un bâtiment de bureaux existant en un lieu de formations et de bureaux
14 bis rue des Rosati à Arras

Demandeur : CCIL ARTOIS ARRAS / CCI REGION HDF

COURRIER ARRIVE LE

24 JAN. 2024

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre courrier daté du 8 décembre 2023, reçu le 21 décembre 2023 par lequel vous sollicitez l'avis de la Communauté Urbaine d'Arras sur le dossier repris en objet.

Je vous informe en conséquence que ce dossier appelle de ma part les observations suivantes :

**1 – Concernant l'adduction d'eau potable et la défense incendie au droit du projet
(Affaire suivie par Pauline FAY – Tél. : 03.21.16.75.52)**

1.1 - Situation actuelle

Les ouvrages d'adduction d'eau potable existants à proximité immédiate du lieu d'implantation du projet repris en référence sont les suivants :

Vu pour être annexé à notre arrêté

en date de ce jour,

- Une canalisation de diamètre 400 mm située rue des Rosati.
- Une canalisation de diamètre 150 mm située sous la parcelle AH 340 concernée par le projet.

01 MARS 2024

Par ailleurs, les ouvrages de défense incendie contre l'incendie situés à proximité du lieu d'implantation du projet repris en référence sont les suivants :

Pour le Maire et par délégation,

L'Adjoint au Maire,

David BOURGEOIS

- Un poteau d'incendie référencé 62041-00238 (DN 100 mm - 192 m³/h sous 1 bar) situé rue des Rosati à 62 ml du projet ;
- Un poteau d'incendie référencé 62041-0052 (DN 100 mm - 165 m³/h sous 1 bar) situé rue des Rosati à 150 ml du projet.

Les valeurs de débit et pression résultent d'une mesure instantanée et peuvent faire l'objet de variation selon l'heure de la journée et la durée du prélèvement. Pour les projets nécessitant un débit de référence (défini par le SDIS) supérieur à 60 m³/h ou 120 m³/2h, il sera nécessaire de faire procéder à la vérification par la CUA de la disponibilité permanente des débits exigés par le SDIS.

1.2 – Prescriptions

Au vu de la situation actuelle exposée à l'article 1.1 ci-dessus, les prescriptions de la Communauté Urbaine d'Arras qui s'imposent au demandeur en matière d'adduction d'eau potable et de défense incendie sont les suivantes :

Les travaux d'eau potable à réaliser en domaine privé ainsi que les travaux de branchement au réseau d'eau public sont à la charge du demandeur. Ce dernier devra adresser sa demande de branchement à la Société des Eaux du Grand Arras (VEOLIA) – ZI EST - 1 rue Camille Guérin – 62 217 TILLOY-LES-MOFFLAINES.

Contactez le SDIS pour avis sur la conformité de la défense extérieure contre l'incendie au regard du projet.

2 – Concernant l'assainissement des eaux usées et l'évacuation des eaux pluviales (Affaire suivie par Pauline FAY– Tél. : 03.21.16.75.52)

2.1 - Situation actuelle

Les ouvrages d'assainissement existants à proximité immédiate du lieu d'implantation du projet repris en référence sont les suivants :

- Un réseau unitaire de diamètre 300 mm situé rue des Rosati.

2.2 - Prescriptions

Au vu de la situation actuelle exposée à l'article 1.1 ci-dessus, les prescriptions de la Communauté Urbaine d'Arras qui s'imposent au demandeur en matière d'assainissement sont les suivantes :

Concernant les eaux usées :

Les eaux usées seront rejetées dans le réseau unitaire de diamètre 300 mm situé rue des Rosati.

Le raccordement de l'immeuble projeté au réseau d'assainissement collectif est obligatoire dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du collecteur.

Les travaux d'assainissement à réaliser en domaine privé sont à la charge du demandeur.

Le branchement d'assainissement est à la charge du demandeur. La demande de branchement est à adresser à la Société des Eaux du Grand Arras (VEOLIA) - ZI EST - 1 rue Camille Guérin – 62 217 TILLOY-LES-MOFFLAINES.

Le demandeur du permis de construire ou de lotir sera redevable d'une participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC). Le montant de cette participation, calculé au regard de la surface au plancher créée du projet, est fixé en application de la délibération communautaire du 22 juin 2012. Plusieurs exemples de ce calcul vous sont présentés dans l'annexe jointe à cet avis, et intitulée « Exemples de calcul du montant de la PFAC ». Cette

Vu pour être annexé à notre arrêté
exposé de ce jour,
ARRAS, le :
01 MARS 2024



Pour le Maire et par délégation,
L'Adjoint au Maire,
David BOURGEOIS

participation sera recouvrable dans un délai d'un mois à compter de la date du constat du raccordement effectif de l'immeuble au réseau d'assainissement collectif.

Le demandeur devra respecter les prescriptions du Règlement d'Assainissement de la Communauté Urbaine d'Arras approuvé par délibération communautaire le 23 juin 2016.

Le contrôle des installations d'assainissement situées en domaine privé sera réalisé, à la charge du demandeur, par la Société des Eaux du Grand Arras (VEOLIA). La demande de contrôle devra être formulée à la Société des Eaux du Grand Arras (ZI EST - 4 rue Camille Guérin - 62 217 TILLOY-LES-MOFFLAINES) dès le raccordement effectif au réseau d'assainissement.

Concernant les eaux pluviales :

Les eaux pluviales de toiture seront infiltrées sur la parcelle en partie privative.

Les eaux des surfaces imperméabilisées telles que celles de voiries ou de places de stationnement seront infiltrées sur place après traitement éventuel. Ces eaux ne peuvent être dirigées vers le domaine public.

Toutefois, dans le cas où cette infiltration ne serait pas possible pour des raisons techniques ou sanitaires dûment approuvées par la CUA, le rejet de ces eaux dans le réseau d'assainissement unitaire est autorisé à hauteur d'un débit maximum de 0.5 litre par seconde et par hectare de surfaces imperméabilisées. Pour tout projet dont les surfaces imperméabilisées seraient inférieures à 2 hectares et considérant les limites techniques de régulation de débit, le débit de fuite minimum autorisé sera égal à 1 L/s. La situation du terrain au regard du zonage d'aléas du risque de cavités souterraines rentre dans les raisons techniques permettant de déroger à l'infiltration à la parcelle. Dans cette hypothèse, le pétitionnaire se conformera aux prescriptions liées à la gestion des eaux pluviales résultant de la présence de cavités.

Demeurant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Président,
le Vice-Président délégué



Patrick LEMAIRE